



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2014



M. Marcel ZADI KESSY

Initiateur et membre du Comité de Déontologie

L'année 2014 a connu un climat social apaisé qui a permis l'inauguration d'importantes infrastructures dont le pont HENRI KONAN BEDIE. Le taux de croissance est resté soutenu au-dessus de 9% malgré un léger fléchissement par rapport à 2013 qui s'est situé à 9,3%.

Cette paix retrouvée combinée à la croissance économique qui se consolide crée les meilleures conditions pour entreprendre en vue de créer des richesses. MA2E, votre Mutuelle, a pris les devants en 2014 en mettant en place une nouvelle politique d'épargne et de crédit pour vous permettre de réaliser vos objectifs. Vous avez pu vous rendre compte de la justesse de cette décision puisque d'importants crédits vous ont été octroyés. Il reste bien entendu que ce bel outil ne remplira pleinement sa mission que si vous acceptez son principe de base qui est : « épargner avant d'emprunter ».

C'est dans cet esprit que j'ai créé cette institution. C'est aussi dans cet esprit que je souhaiterais vous voir continuer. Permettez que cela soit le seul conseil que je puisse encore me permettre de vous donner.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Z. K.' with a stylized flourish.



M. Dominique KAKOU

Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les Mutualistes,

Pour ce cinquième exercice que nous venons de clôturer dans un environnement économique caractérisé par de bons indicateurs, la vie de notre Mutuelle a été marquée par des faits majeurs notamment le renouvellement des différents organes de direction, l'augmentation du capital, le recrutement de nouveaux collaborateurs, la poursuite des réflexions sur le projet immobilier et le lancement de nouveaux produits d'épargne et de crédit.

Chose promise, chose due. Dans mon message de 2013, j'avais fait la promesse que des offres alléchantes seront faites aux Mutualistes et que celles-ci les inciteront à faire des efforts soutenus en matière d'épargne pour pouvoir bénéficier des meilleures opportunités. Depuis quelques mois, MA2E s'est engagée dans une nouvelle dynamique, avec sa nouvelle vitrine de produits d'épargne et de crédits, un vrai menu à la carte, dans lequel chaque sociétaire de notre Institution devrait trouver son compte. Prête à répondre aux nombreuses attentes de ses membres, notre Mutuelle se montre généreuse avec des taux d'intérêt bien rémunérateurs pour promouvoir l'épargne et aussi en appliquant à sa clientèle des taux débiteurs les plus bas dans le milieu de la microfinance.

Comme vous pouvez le constater, avec ses nouveaux produits qui feront l'objet d'une campagne intense de promotion pour bien informer et sensibiliser ses membres, MA2E passe à une autre étape dans ses activités, qui devrait vraisemblablement accroître ses ressources, améliorer son bilan ainsi que le bien-être économique et social de nos Mutualistes.

Pour l'année 2015, votre Mutuelle va passer à une autre étape de son développement. Elle mettra l'accent sur la qualité du crédit octroyé. Il ne s'agira plus de donner du crédit parce qu'on peut le faire. Il s'agira de donner du crédit utile qui permettra à chaque emprunteur des projets que nous pourrions aisément vérifier.

Par ailleurs, la recherche d'une solution au projet immobilier maintes fois annoncé sera poursuivie avec obstination parce que nous savons que nos membres l'attendent avec impatience.

Ces projets importants ne peuvent aboutir que dans un climat de confiance entre nous. C'est pourquoi j'invite, une fois de plus, tous les Sociétaires qui ont adhéré totalement et spontanément à MA2E, à se mobiliser fortement pour tirer le meilleur profit des opportunités offertes.

le kaka

GENERALITÉS

Présentation synoptique de MA2E

1	Dénomination de la structure	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité
2	Forme juridique	Mutuelle d'épargne et de crédit
3	Pays d'exercice	Côte d'Ivoire
4	Localité	District d'Abidjan
5	Dirigeants à contacter :	
	Président du Conseil D'Administration	Nom : Dominique KAKOU Adresse : 18 BP 1210 Abidjan18 Contact : 21 23 35 72 / 06 41 81 81
	Gérant	Nom : KAUNAN Alexis Koffi Adresse : 12 BP 1210 Abidjan 12 Contact : 21 23 35 22 / 07 45 67 63/ 05 63 70 22
6	Nombre de caisse	1
7	Adhérents/Membres	6139
8	Assistance technique	CAGECFI/Cabinet ZIFFE
9	Appui financier	FCP CIE et SODECI
10	N° d'Agrément	Arrêté N° 827/MEF/DGTCP/DM du 26/08/2009 N° 1-1.1.9/09-03
11	Partenaires	BACI et ECOBANK
12	Logiciel	PERFECT
13	E-mail	mutagent@cie.ci
14	Adresse	18 BP 1210 Abidjan 18 Tél.: 21 23 64 87
15	Volume de dépôt en cours	1 396 897 137
16	Encours de crédits	3 531 299 064

I- INTRODUCTION

Le présent rapport est rédigé conformément à l'article 50 de la loi portant réglementation des SFD et de l'instruction N° 018-12-2010 de la BCEAO qui font obligation à la MA2E de produire un rapport annuel et des états financiers selon une forme préétablie.

II- CONTEXTE

Le contexte de l'exercice 2014 a été globalement favorable. Sur le plan organisationnel, nous avons disposé du personnel et des moyens attendus. Le climat général d'affaires a été favorable puisqu'aucun élément extérieur n'a perturbé notre activité.

Les actions notables de l'année 2014 sont

- Tenue de l'Assemblée générale ordinaire le 28 mai 2014
- Le renouvellement des différents organes de l'institution lors de l'Assemblée générale ordinaire du 28 mai 2014,
- La mise en œuvre le 1^{er} juillet 2014 des conclusions du plan d'affaire 2014- 2018 de l'institution,
- L'augmentation du capital social de l'institution de six cents millions suite à l'injonction de recapitalisation faite par la Direction de la Microfinance,
- Le déblocage du DAT placé à ECOBANK depuis 2010,
- Le recrutement le 1^{er} avril 2014 des collaborateurs qui étaient en CDD depuis 2012,
- La poursuite de la recherche de solution pour l'opération immobilière,
- La conception des affiches et du film de la campagne promotionnelle,
- Le respect des dates des arrêts trimestriels
- La certification des comptes de 2013 par le Commissaires aux Comptes
- Le démarrage du programme de certification de la SMART CAMPAIN (audit d'évaluation) et l'audit de certification de la démarche qualité (QSE)

III-MISSION

MA2E a pour objet :

- 1) De collecter l'épargne de ses adhérents et de leur consentir du Crédit ;
- 2) De favoriser la solidarité et la coopération entre les Partenaires ;
- 3) De promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses Partenaires ;

VISION

Sa vision, du point de vue économique est de devenir une société de microfinance de référence en Côte d'Ivoire qui garantit sa pérennité par une bonne gouvernance.

Du point de vue social, sa vision est de donner aux travailleurs des différentes sociétés, les moyens de satisfaire leurs besoins financiers afin d'être libérés des contraintes matérielles pour se consacrer plus efficacement à leurs activités professionnelles. Pour ce faire, MA2E s'oblige à garantir à ses membres des prestations à des tarifs très étudiés et à leur assurer l'encadrement et l'éducation financière nécessaires.

IV- CIBLE

La MA2E est un outil d'approfondissement de la politique sociale des sociétés CIE, SODECI, GS2E, CIPREL et SIVE. Elle s'adresse uniquement aux travailleurs de ces sociétés. Elle a ouvert son capital aux sociétés financières des FCP de CIE et SODECI pour lui permettre la recapitalisation demandée par la Direction de la Microfinance. Elle doit ouvrir son capital aux sociétés employeurs des membres pour permettre de collecter des fonds susceptibles de stabiliser ses fonds propres.

V- STATUT JURIDIQUE

La MA2E est une mutuelle d'épargne et de crédit régie par la loi réglementant les systèmes financiers décentralisés (SDF) notamment l'ordonnance N° 2011- 367 du 03 novembre 2011. Elle a été agréée par Arrêté No 827 du 26 août 2009 sous le Numéro 1-1.1.9/09-03.

VI- ORGANISATION

Quatre organes et la gérance régissent le fonctionnement de la MA2E :

- 1- L'Assemblée Générale (AG) composée par l'ensemble des sociétaires ;
- 2- Le Conseil d'Administration (CA) composé de 16. membres élus, est chargé d'Administrer et de gérer la MA2E ;
- 3- Le Comité de Crédit composé de 13 membres élus est chargé d'analyser et de statuer sur les dossiers de crédits ;
- 4- Le Conseil de Surveillance (CS) composé de 09 membres élus est chargé de contrôler la régularité de la gestion administrative, le Comité de Crédit, et le Gérant conformément aux textes en vigueur.
- 5- La gérance assure la gestion technique et administrative de la MA2E sous le contrôle du Conseil d'Administration. Elle contrôle l'ensemble des activités de la caisse et veille à l'exécution des décisions des différents organes.

VII- LE PERSONNEL

L'effectif actuel est composé d'agents CIE, SODECI et d'agents embauchés par MA2E. L'objectif est de transférer tout le personnel à MA2E conformément aux recommandations du commissaire aux comptes et pour respecter l'autonomie de fonctionnement de la Mutuelle.

Le projet de transfert des travailleurs de CIE et de SODECI n'a pas été mis en œuvre.

Pour 2015, il est prévu le recrutement d'un responsable des études et développement et d'un assistant chargé du programme de certification (qualité et Smart Campain) et du reporting social.

VII- LES PRODUITS

La MA2E, dans son fonctionnement, dispose de 07 produits, à savoir :

VII-1. Les produits d'épargne

La nouvelle politique d'épargne telle que définie par le nouveau plan d'affaires a mis en place les produits suivants :

- L'épargne expresse
- L'épargne ordinaire
- L'épargne complémentaire
- Le DAT simple
- Le DAT à versements progressifs

Tous ces produits d'épargne sont ouverts depuis le 1^{er} juillet 2014.

VII-2. Les produits de Crédits

La nouvelle politique de crédit a défini deux nouveaux produits en remplacement de ceux existants :

- Le crédit express
- Le crédit ordinaire

Une campagne promotionnelle pour expliquer ces nouveaux produits se fera en début d'année 2015. L'épargne opération immobilière sera mise en œuvre pour permettre aux membres de pouvoir accéder au projet en cours de négociation.

VIII- ACTIVITÉS MENÉES

VIII-1-La consolidation de la mutuelle

1.1 Le fonctionnement de l'institution

L'année 2014 a vu la mise en œuvre du nouveau plan d'affaires, le renouvellement des organes et la consolidation de la structure financière de l'institution par l'augmentation du capital.

Concernant l'activité des organes, au cours de l'année 2014, il y a eu deux réunions du Conseil d'Administration le 30 avril et le 26 mai 2014, une réunion de l'Assemblée générale, une réunion du conseil de surveillance et 34 réunions du comité de crédits. De plus, trois études d'évaluation ont été menées :

- Une évaluation pour la certification de la SMART CAMPAIN (principes de protection des clients et gestion de la performance sociale)
- Une évaluation qualité dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche qualité,
- Un audit administratif et comptable par un cabinet extérieur dans le cadre de la clôture des comptes au 31 décembre 2014.

Concernant la révision des documents, un travail complémentaire a été nécessaire en 2014 pour permettre l'entrée dans le capital de MA2E des sociétés financières et pour prendre en compte les dispositions du nouveau plan d'affaires. Il s'agit :

- des statuts et du règlement intérieur qui doivent être modifiés pour prendre en compte l'entrée des sociétés financières dans le capital. Dans ce sens, il est envisagé d'ouvrir le capital aux sociétés dont les employés sont les membres de la MA2E,
- du code d'Éthique et de Déontologie qui doit prendre en compte certaines recommandations faite par l'APSFD CI,
- du manuel de procédure qui prend en compte les dispositions du nouveau plan d'affaires,
- la nouvelle politique d'épargne et de crédit qui vient remplacer celle existante.

Ces états mis à jour doivent faire l'objet d'une validation formelle par le CA dans le courant de l'année 2015.

1.2. Relations avec les membres, l'interprofessionnelle et la tutelle

- Par rapport aux membres,

La demande d'une opération immobilière est restée une forte préoccupation. Les actions entamées en fin d'année 2012 se sont poursuivies en 2014. Des esquisses de solution sont en cours d'exploration.

- Par rapport à l'interprofessionnelle,

Depuis 2010 MA2E, est membre de l'APSFD-CI. A ce titre elle est à jour de toutes ses cotisations et participe activement à toutes les activités. Le gérant de MA2E a été élu 1^{er} Vice-président de l'Association lors de l'Assemblée générale Ordinaire du 16 septembre 2014.

- Par rapport à la tutelle

L'environnement institutionnel n'a pas fondamentalement changé en 2014. Les relations que MA2E entretenait avec les partenaires sont restées bonnes. Aucun conflit n'est à signaler. L'injonction faite à l'institution par la Direction de la microfinance concernant la recapitalisation a été levée par l'apport de six cents millions des sociétés financières des FCP CIE et SODECI. Le ratio de capitalisation est passé au-dessus de 15%.

Compte tenu du niveau d'activité atteint en 2014, l'institution doit passer sous le régime de l'article 44 à partir de l'exercice 2016. Les dispositions idoines doivent être prises pour réussir ce passage dans les meilleures conditions.

1.3. Le renouvellement des instances dirigeantes et la révision des statuts et du règlement intérieur

Les organes de l'institution ont été renouvelés lors de l'Assemblée générale de 2014 avec une modification des effectifs comme suit :

Conseil d'Administration				
	Avant	Nouveau	Écart	Observations
CIE	6	8	2	entrée SYNASEC + un nouvel Administrateur
SODECI	5	5	0	
CIPREL	0	1	1	Entrée CIPREL
GS2E	2	2	0	
SIVE	0	0	0	
Total	13	16	3	

L'effectif du Conseil d'Administration est passé de 13 à 16 membres avec l'entrée de trois nouveaux membres : 2 membres de CIE, (syndicat CIE) et 1 membre de la CIPREL.

Conseil de Surveillance				
	Avant	Nouveau	Écart	Observations
CIE	3	4	1	Entrée SYNASEC
SODECI	3	3	0	
CIPREL	0	1	1	Entrée de CIPREL
GS2E	1	1	0	
SIVE	0	0	0	
Total	7	9	2	

Comité de Crédit				
	Avant	Nouveau	Écart	Observations
CIE	5	6	1	Entrée SYNASEC
SODECI	4	4	0	
CIPREL	0	1	1	Entrée CIPREL
GS2E	2	2	0	
SIVE	0	0	0	
Total	11	13	2	

1.4. Le contrôle interne et le fonctionnement des organes

La Direction de la Microfinance a écrit à MA2E pour lui demander de désigner un contrôleur interne. Cette mission a été confiée à GS2E à travers sa structure audit interne. Une convention entre les deux structures a été rédigée mais n'a pas encore été signée par les deux parties.

1.5. Le logiciel et le matériel informatique

La nouvelle version du logiciel PERFECT a été mise en production en 2014. Elle prend en compte les nouveaux produits définis par le plan d'affaires. Mais certains problèmes subsistent et doivent faire l'objet de travaux avec la société CAGECFI.

De même, les projets d'évolution seront analysés dans ce cadre d'échanges en vue de définir un plan d'action définitif par rapport à la nouvelle vision.

1.6. Le recrutement

Le recrutement prévu en 2014 a été fait. Les quatre collaborateurs concernés sont embauchés depuis le 1^{er} avril 2014. Il s'agit de :

- un responsable Administratif et financier
- deux gestionnaires de crédit pour porter le nombre à quatre (au lieu de trois) pour un effectif à gérer de six mille adhérents contre quatre mille à la création de MA2E
- un chauffeur- coursier en remplacement de celui qui a été mis à la disposition de CIE.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre plan d'affaires, l'organigramme a été modifié avec la création des postes suivants :

- Un responsable Administratif et financier
- Un responsable de l'Exploitation
- Un responsable des Etudes et du développement.
- Un assistant chargé du programme de certification et du reporting social

Le poste de responsable des Etudes et du développement sera pourvu en début d'année 2015. Celui de l'assistant fera l'objet d'un contrat CDD sur six mois pour bien apprécier les capacités de la personne cooptée.

1.7. La formation

Pour l'année 2014, le programme de formation établi n'a pu s'exécuter compte tenu des travaux sur le plan d'affaire. Seules deux séances ont pu se faire :

- Formation par le cabinet MAZARS sur les nouvelles dispositions de l'OHADA par rapport aux dirigeants des sociétés
- Formation des formateurs en éducation financière initiée par l'APSPD CI. Le gérant de MA2E a obtenu le grade de formateur des formateurs du CGAP.

Par ailleurs, des rencontres de formation et d'information des membres ont eu lieu. Il s'agit des rencontres suivantes :

- Rencontre avec le personnel de la DTET CIE pour présenter les nouveaux produits
- formation des RGP de CIE au CME sur les nouveaux produits
- formation des RGP de SODECI au CMEAU sur les nouveaux produits
- rencontre avec les agents SODECI du siège sur les nouveaux produits
- rencontre avec les agents SODECI de SOCA (Yopougon) sur les nouveaux produits.

1.8. Risque majeur

Le risque majeur reste l'insuffisance des fonds propres. A ce jour la remise en cause de l'emprunt de deux milliards auprès des FCP CIE et SODECI mettra en danger l'existence de l'institution.

1.9. Investissements

Au cours de l'année 2014, l'institution a acquis une nouvelle version du logiciel PERFECT, a réalisé de nouveaux bureaux et a acheté le matériel de bureau pour les personnes concernées.

1.10. Le film institutionnel

Un film institutionnel est en cours de réalisation. Son objectif est de présenter la Mutuelle dans ses aspects suivants :

- Les objectifs et les moyens d'action
- Les réalisations
- Les perspectives à court et moyen termes

Il s'agit de montrer aux membres ce qu'est la mutuelle, pourquoi elle a été créée, quelles sont ses réalisations et ce qu'elle envisage de faire pour eux.

IX- LES RESULTATS DE 2014

1. Les adhésions et le taux de pénétration

Le tableau ci-dessous indique que le taux de pénétration qui est de 96,84% est en dessous de l'objectif de 98%. Cependant il faut noter une bonne progression par rapport à 2013 (93,62%). On constate une forte amélioration du taux d'adhésion à CIE et à SODECI dont les effectifs sont les plus importants

Tableau du taux de pénétration :

SOCIÉTÉS	SITUATION AU 31/12/2014						SITUATION AU 31/12/2013		
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif/ adhérents	% Actif/ cible	% Adhésion	% Actif/ adhérents	% Actif/ cible
CIE	4 260	4 136	3 164	97,09%	76,50%	74,27%	94,51%	73,08%	69,07%
SODECI	1 868	1 803	1 461	96,52%	81,03%	78,21%	93,26%	81,53%	76,03%
GS2E	48	48	42	100,00%	87,50%	87,50%	100,00%	77,27%	77,27%
SIVE	88	88	48	100,00%	54,55%	54,55%	89,41%	77,63%	69,41%
CIPREL	68	57	27	83,82%	47,37%	39,71%	77,94%	94,34%	73,53%
SGA2E	3	3	2	100,00%	66,67%	66,67%	100,00%	75,00%	75,00%
MA2E	4	4	4	100,00%	100,00%	100,00%			
	6 339	6 139	4 748	96,84%	77,34%	74,90%	93,92%	75,92%	66,27%

NB : On observe que sur 6 339 employés des sociétés, 200 n'ont pas adhéré à la MA2E soit 3,16%. La répartition est la suivante : CIE 124 personnes ; SODECI 65 personnes et CIPREL 11 personnes (soit plus de 16% de non adhésion)

- Le sociétariat

Au 31 décembre 2013, le nombre de membres était de 5709. Au 31 décembre 2014, le nombre de membres enregistrés est de 6139 soit un taux de progression de 7,5%

2. Le recouvrement

Le taux du portefeuille à risque est de 0,41%. A l'analyse, il s'agit, pour la plupart de personnes parties et pour lesquelles les versements tardent à être faits.

Avec la mise en place du fonds de garantie, les impayés difficiles à recouvrer à cause de la nature du départ des personnes concernées (mise en disponibilité, décompte de départ définitif négatif) ont été apurés.

Le solde des impayés à ce jour concerne essentiellement des décalages dus à la mise en place des crédits et à des cas pour lesquels nous attendons des sociétés la situation précise suite au décompte de départ définitif.

3. Formation du chiffre d'affaires

1. Analyse de l'activité de crédit

Tableau de synthèse de l'activité réalisée en 2014 par le comité de Crédit (voir page 13)

Tableau des crédits accordés par société

EMPLO- YEURS	CREDIT EXPRESS		CREDIT ORDINAIRE		CUMUL NOUVELLE FORMULE		PRÊT ÉPARGNE EMPRUNT		CREDIT EXCEPTIONNEL		CUMUL ANCIENNE FORMULE		TOTAL	
	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
CIE	182	155 015 000	766	2 232 531 999	948	2 387 546 999	357	344 557 000	117	61 380 000	474	405 937 000	1 422	2 793 483 999
SODECI	168	112 275 000	336	708 215 000	504	820 490 000	160	97 501 000	35	12 778 000	195	110 279 000	699	930 769 000
GS2E	5	6 050 000	12	49 000 000	17	55 050 000	5	6 085 000	4	2 420 000	9	8 505 000	26	63 555 000
SIVE	3	1 330 000	10	22 750 000	13	24 080 000	2	2 450 000	1	300 000	3	2 750 000	16	26 830 000
CIPREL	8	6 500 000	7	23 000 000	15	29 500 000	1	3 500 000			1	3 500 000	16	33 000 000
SGA2E			1	2 000 000	1	2 000 000	1	700 000			1	700 000	2	2 700 000
	366	281 170 000	1 132	3 037 496 999	1 498	3 318 666 999	526	454 793 000	157	76 878 000	683	531 671 000	2 181	3 850 337 999
										Totaux 2013			1 692	1 375 409 206
										Totaux 2012			1 512	1 263 804 500

Constats : 1) Sur la période du 1er semestre 2014, 683 dossiers de crédits ont été traités. Sur la période du 2ème semestre, 1498 dossiers ont été traités soit une augmentation de 219,33%.

2) Sur les mêmes périodes, le montant des dossiers traités est passé de 531 671 000 francs à 3 047 496 999 francs, soit une augmentation de 573,19%

3) Sur les deux années 2013 et 2014, le total des dossiers est passé de 1692 à 2181 soit 128,90% d'augmentation.

4) Sur les deux années 2013 et 2014, le montant total des crédits accordés est passé de 1 375 409 206 francs à 3 850 337 999 francs, soit une augmentation de 280,66%.

5) Le volume des décaissements a atteint la somme 3,746 milliards de francs contre moins de deux milliards francs en 2013.

Commentaires : La nouvelle politique de crédit mise en place depuis le 1er juillet 2014 connaît un succès réel.

Conclusion : Cette situation pose le problème de la liquidité de l'institution puisque la demande de crédits ne faiblit pas alors que l'épargne escomptée n'est pas atteinte ; ce qui a obligé l'institution à casser le DAT placé à ECOBANK et à recourir aux sociétés financières de CIE et SODECI qui ont apporté 600 millions de francs déjà injectés dans les crédits.

Tableau de synthèse des objets de crédits octroyés du 1er juillet au 31 décembre 2014

Libelle	Montant	Nbre de dossiers
Services divers	2 014 252 999	1067
Santé	14 500 000	8
Consommation	89 130 000	39
Obsèques	17 210 000	18
Achat terrains et projets immobiliers	1 183 574 000	366
Total	3 318 666 999	1 498

On note que les crédits à objet non précisé (services divers) sont les plus importants. Seulement on observe que plus du tiers des prêts accordés ont pour objet l'achat d'un terrain, la construction d'une maison ou la participation à une opération immobilière.

MA2E devient de ce fait une solution pour les membres dans leur quête d'une maison.

Analyse du remboursement

Le taux de recouvrement sur crédit attendu en 2014 est de 100%. Le taux réel atteint est de 99,59%. Ce qui dégage un taux d'impayés de 0,41%.

Les difficultés rencontrées sont de deux ordres :

Les décomptes négatifs suite au départ des travailleurs ;

Les retards dans le reversement de certains montants dus à MA2E ;
Pour 2014, les impayés pour décomptes négatifs ont été apurés avec une partie du fonds de garantie pour mettre la situation à zéro. Le solde concerne les cas de retards de reversements.

Tableau de l'évolution des impayés depuis 2012

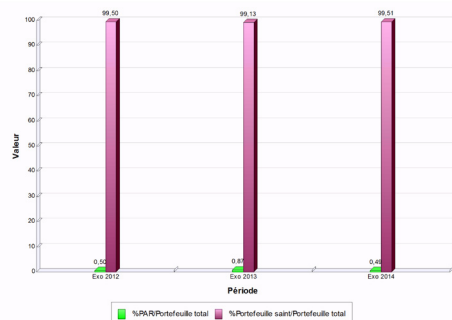


Tableau de synthèse de l'évolution de l'activité d'épargne depuis 2012

Libelle	2012		2013		2014		Tx variation 2014/2013	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Epargnes collectées	1 734	700 229 551	2 183	801 031 345	4 865	1 426 313 422	222,86%	178,06%
Epargnes remboursées	2 005	608 828 000	2 382	725 075 920	2 910	457 971 110	122,17%	63,16%
Encours d'Epargnes	1 489	305 961 985	1 907	368 495 435	4 361	1 390 904 813	228,68%	377,46%
Epargnes collectées par reversements et à la caisse					1 058 426 955			
Epargnes collectées sur les prêts par déduction					367 886 467			
Total des épargnes collectées					1 426 313 422			

Constats : 1) L'épargne collectée est en augmentation de 122,86% par rapport à 2013 en nombre et de 78,06% en valeur ;
2) L'épargne remboursée est en augmentation de 22,17% en nombre et en réduction de 37% en valeur ;
3) L'encours d'épargne affiche une augmentation de 128,68% en nombre et 277,46% en valeur.

Commentaires : Ces résultats sont conformes au plan d'affaires dont l'un des objectifs était de réduire le montant des remboursements des épargnes pour accroître le volume des crédits.

Conclusion : Les objectifs du plan d'affaires sont largement atteints.

Impact de l'activité d'épargne et de crédit sur la trésorerie au 31 décembre 2014

Statut	Somme de Débit	Somme de Crédit
Capital	600 000 000	0
Impot et Taxe	0	7 820 004
Loyer	0	10 362 600
AA Report	327 441 149	0
Prêt +Remb EP	0	2 933 487 872
Versement à la caisse	111 955 247	200 000
CHQ Annulés	3 445 000	0
APSPD-CI	0	2 978 500
Assurance	0	799 115
Reversements CIE	937 734 991	0
Reversements SODECI	332 755 428	0
Reversements SIVE	12 342 958	0
Reversements SGA2E	1 670 254	0
Reversements GS2E	30 086 354	0
Reversements départs	10 497 152	0
Reversements CIPREL	9 159 686	0
Déblocage DAT	1 078 847 084	0
Regularisations	4 937	190
Intérêts FCP	0	25 555 556
Logiciel CAGECF	0	6 011 000
Commissaire aux Comptes	0	3 186 000
Approvisionnement Caisse	0	3 700 000
Paie du personnel	0	8 636 451
Achat ordinateur	0	477 900
Achat chaises visiteurs	0	421 260
Achat onduleur	0	4 874 215
Achat 10 000 stackers	0	7 375 000
Entretien véhicule	0	2 500 000

Achat tenue	0	0
Produits financiers	24 678 923	5 796 421
Autres Charges	0	5 796 421
Total général	3 480 619 163	3 026 487 509
Solde Banque au 31 12 2014	454 131 654	

Pour permettre de faire face au besoin de financement de l'activité sur les six derniers mois de l'année 2014, il a fallu mobiliser au total 3149 727 317 francs décomposé comme suit :

Reversements des sociétés	1 334 246 823
Déblocage du DAT	1 078 847 084
Prise de participation	600 000 000
Encaissement espèces	111 955 247
Produits financiers ECOBANK	24 678 163
Total	3 149 727 317

Cette somme a permis de financer 2 933 487 872 francs de crédits et de remboursements d'épargne et 93 millions de charges diverses. Le solde du compte principal au 31 décembre 2014 est de 454 131 654 francs.

Détail des reversements non effectués par les sociétés au 31 décembre 2014.

	CIE	SODECI	GS2E	CIPREL	SIVE	SGA2E	Cumul
Novembre	0	0	0	0	2 129 082	0	2 129 082
decembre	176 430 490	66 172 811	4 011 254	2 003 595	2 217 915	197 893	251 033 958
Total	176 430 490	66 172 811	4 011 254	2 003 595	4 346 997	197 893	253 163 040

Sur l'exercice 2014, le problème rencontré reste celui du reversement tardif des prélèvements. Compte tenu des contraintes de trésorerie que l'institution rencontre, nous programmons une seule réunion du comité de crédit par mois. Le délai de reversement nous impose d'espacer nos séances entre trois et quatre semaines, ce qui pose des problèmes pour les urgences. Nous proposons une nouvelle procédure de traitement du crédit express pour faire face aux urgences.

IX- RESULTATS FINANCIERS ET RATIOS PRUDENTIELS

1. Resultats financiers

1.1. Analyse des produits

Le tableau de l'évolution des produits ci-dessous montre d'une part que les produits propres à l'institution sont désormais supérieurs aux subventions. D'autre part on constate une baisse des produits des DAT. Enfin on constate que les autres produits dont la facturation aux sociétés sont supérieurs aux intérêts des prêts en 2014.

Le niveau des produits en 2014 est en progression de 9,71% par rapport à l'année 2013.

Tableau de l'évolution des types de produits par année

	Produits financiers DAT	Produits financiers des prêts	Autres produits	Quôte part virée au résultat	Montant subvention	Total produits	Tx Evolution
Année 2011	61 360 217	85 317 330	459 000	5 750 936	130 872 895	283 760 378	
Année 2012	61 999 512	101 475 751	2 065 272	13 177 172	110 824 967	289 542 674	102,03774
Année 2013	61 507 920	109 412 646	8 668 311	15 645 453	143 678 182	338 912 512	117,05097
Année 2014	47 848 956	154 338 611	160 024 592	9 633 500	0	371 845 659	109,7173
Cumul	232 716 605	450 544 338	171 217 175	44 207 061	385 376 044	1 284 061 223	
	18,12%	35,09%	13,33%	3,44%	30,01%	100%	
	Total produits propres MAZE = 858 478 118 = 66,54%			Total des subventions = 429 583 105 = 33,46%			

1.2. Analyses des charges (Voir Page : 12)

1.3. Compte de résultat.

Avec la prise en compte de la refacturation aux sociétés, les produits propres à l'institution représentent désormais 66,54% des produits sur la période de 2011 à 2014. On constate cependant une nette baisse des produits de DAT due au fait que le placement concerné a été cassé en deux étapes d'août à décembre 2014. A compter de 2015, ces produits seront nuls.

Compte de résultat par rapport au budget 2014 :

Le résultat final est conforme à l'actu après avoir pris en compte la refacturation aux sociétés malgré le fait d'avoir conservé les frais financiers des FCP à leur niveau initial.

Postes	Montant Réalisé	Budget 2014	ACTU Budget 2014	Tx/ Budget 2014	Tx/Actu budget 2014
60 Intérêt FCP + frais bancaire	127022030	61000000	129000000	208,23%	98,47%
61 Achat fournitures + carburant	8277278	12600000	8300000	65,69%	99,73%
62 Autres services extérieurs	61164428	82689000	64984115	73,97%	94,12%
63 Impôts et taxes	681435	500000	500000	136,29%	136,29%
64 Frais du personnel	88001826	82400000	97705760	106,80%	90,07%
66 Amortissements et Provisions	39035059	18220755	30966380	214,23%	126,06%
67 Autres charges exceptionnelles	535235		318444	#DIV/0!	168,08%
T6 Total des charges	324717291	257409755	331774699	126,15%	97,87%
701x Produits d'intérêts bancaires	47848956	62000000	50000000	77,18%	95,70%
7021 Produits d'intérêts des prêts	154338611	158589405	150000000	97,32%	102,89%
Refacturation aux sociétés	121420000	0	130000000	#DIV/0!	93,40%
Réprise sur fonds de garantie	10560000		10000000		105,60%
Cotisation et adhésions	569000		600000		
Pénalité pour anticipation	1695784		1300000		
Frais de dossier	16116162		15000000		
7029 Cotisations et divers produits	2293414	1000000	3100000	229,34%	73,98%
T70X Total des produits Exploit Financières	354841927	221589405	360000000	160,13%	98,57%
SUBV 74 Subvention	0	100000000	0	0,00%	#DIV/0!
Quote part virée au résultat	9633500	10000000	10000000	96,34%	96,34%
T 76 et 77 Reprises Prov	7370232	15020755	9000000	49,07%	81,89%
Total des produits	371845659	346610160	379000000	107,28%	98,11%
Résultat = Produits-Charges	47128368	89200405	47225301	52,83%	99,79%

Le résultat de l'année 2014 est de 47 128 368, soit 99,79% par rapport à l'actu 2014 à fin juin et une augmentation de 52,83% par rapport à 2013 dont le montant est de 31 504 099 francs.

Tableau de comparaison du résultat d'exploitation

COMPTE DE RESULTAT							
Libelle	Charges			Libelle	Produits		
	2012	2013	2014		2012	2013	2014
Charges financières	101 889 341	101 388 889	101 388 889	Produits de placement DAT	61 999 512	61 507 920	47 848 956
Intérêts bancaires et intérêts débiteurs	9343595	9 466 390	6 953 011	Produits financiers sur prêts	101 475 751	109 412 646	154 338 611
Intérêt débiteurs sur comptes d'épargne	0	0	18 680 130	Produits divers	2 065 272	7 476 968	10 232 646
Services extérieurs	20 920 519	22 945 791	22 530 847	Quote-part virée au résultat	13 177 172	15 645 453	9 633 500
Frais de personnel	83 160 931	83 600 583	88 001 826	Subvention	110 824 967	143 678 182	0
Autres services extérieurs	25 767 752	42 435 565	25 688 681	Refacturation	0	0	121 420 000
Frais de carburant	0	0	3 071 400	Reprise fonds de garantie	0	0	10 560 000
Variation de stock	3 783 863	5 507 025	4 288 263	Frais de dossiers	0	0	16 116 162
Charges diverses d'exploitation	2921400	7 806 502	13 862 515	Pénalité pour anticipation	0	0	1 695 784
Dotations aux amortissements	13177171	28353875	26 452 099	Produits exceptionnels	0	1 191 343	0
Dotations aux provisions	412 735	3 687 149	12 582 960		0	0	0
Impôts et taxes	0	1 545 105	681 435		0	0	0
Charges exceptionnelles	2 500 000	671 539	535 235		0	0	0
Sous totaux charges	263 877 307	307 408 413	285 682 232		289 542 674	338 912 512	371 845 659
Résultat	25 665 367	31 504 099	47 128 368	0			
Totaux	289 542 674	338 912 512	371 845 659	Totaux généraux	289 542 674	338 912 512	371 845 659

- Le niveau des charges financières est resté constant parce que les intérêts sur les FCP n'ont pas connu la baisse prévue par le plan.
- Les intérêts débiteurs sur les comptes d'épargne (dettes rattachées) sont estimés à 18,680 millions à fin décembre 2014. Ils seront ventilés sur les comptes en 2015.
- Les frais de personnel connaissent une augmentation suite à l'embauche effective de quatre personnes en CDD depuis 2012.

1.4 : Bilan (Voir Page 11)

2. Ratios prudentiels

Tableau des ratios prudentiels

Recapitulatif des ratios		
Ratios		2 014
R1	Limitation des risques auxquels est exposée une institution (>=200%)	92%
R2	couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables (>=100%)	121%
R3	limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées (<=10%)	9%
R4	limitation des risques pris sur une seule signature (<=10%)	1%
R5	Norme de liquidité (>=100%, 80% ou 60%)	124%
R6	limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit (<=5%)	0%
R7	Norme de capitalisation (>=15%)	21%
R8	constitution de la réserve générale (a<b)	A>B
R9	limitation des prises de participation (<=25%)	9%

3. Proposition de repartition du resultat 2014

En août 2014, nous avons enregistré l'entrée dans le capital de l'institution des sociétés financières de CIE et de SODECI sur la base d'une rémunération à hauteur de 4% sous forme de dividendes. Le calcul des dividendes à payer se fait de la façon suivante :

$600\,000\,000 \times 4\% \times 5/12 = 10\,000\,000$ francs.

La proposition de répartition du résultat 2014 est la suivante :

Résultat à répartir : 47 128 368
 Réserve I égaies (15%) : 7 069 255
 Dividendes sociétés financières : 10 000 000
 Report à nouveau : 30 059 113

X- DIFFICULTES MAJEURES DE L'EXERCICE 2014

Les difficultés majeures sont :

- La difficulté majeure rencontrée est le manque de ressources à long terme pour faire face à la demande de plus en plus importante de crédits. Nous sommes, à ce jour, obligés de tenir un comité par mois dans la limite des versements que nous recevons. Pour pallier cette situation, les DAT à ECOBANK ont été cassés et les sociétés financières des FCP CIE et SODECI ont dû intervenir pour apporter de la liquidité à hauteur de six cents millions sous forme d'apport en capital. Le problème n'est pas résolu pour autant. Nous proposerons l'ouverture du capital aux sociétés membres afin de leur permettre de prendre des parts sociales. Nous proposerons aussi la possibilité de conclure des conventions avec des établissements financiers pour le refinancement de notre politique de crédits. Des démarches dans ce sens sont en cours.
- La dispersion des membres sur toute l'étendue du territoire ne permet pas un service rapproché et rapide. Il est urgent de mettre en place une politique de proximité basée sur les nouvelles technologies à défaut de pouvoir étendre notre réseau par l'augmentation de l'effectif.
- Le SIG ne prend pas en compte certaines fonctionnalités pour des raisons de mauvais paramétrage
- Le retard constaté dans le versement des prélèvements par les DRH reste une préoccupation pour la bonne organisation des réunions du comité de crédit.

Le retard constaté par les DRH dans la transmission des fichiers reste aussi une préoccupation pour les traitements en fin de mois, puisque l'institution ne peut ouvrir les journées du mois suivants tant que le mois précédent n'est pas encore clos.

XI- PERSPECTIVES 2015

1. Objectifs quantitatifs

Notre objectif est d'atteindre 99% de taux d'adhésion en 2015 et 85% de taux de membres actifs.

	SITUATION AU 31/12/2014						SITUATIONPREVISIONNELLE AU 31/12/2015					
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif/ adhérents	% Actif/ cible	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adh-sion	% Actif adhérents	% Actif/ cible
CIE	4 260	4 136	3 164	97,09%	76,50%	74,27%	4 500	4 455	3 787	99,00%	85,00%	84,15%
SODECI	1 868	1 803	1 461	96,52%	81,03%	78,21%	2 000	1 980	1 683	99,00%	85,00%	84,15%
GS2E	48	48	42	100,00%	87,50%	87,50%	48	48	48	100,00%	100,00%	100,00%
SIVE	88	88	48	100,00%	54,55%	54,55%	88	88	88	100,00%	100,00%	100,00%
CIPREL	68	57	27	83,82%	47,37%	39,71%	68	68	68	100,00%	100,00%	100,00%
SGA2E	3	3	2	100,00%	66,67%	66,67%	3	3	3	100,00%	100,00%	100,00%
MA2E	4	4	4	100,00%	100,00%	100,00%	4	4	4	100,00%	100,00%	100,00%
TOTAL	6339	6139	4748	96,84%	77,34%	74,90%	6711	6 646	5 681	99,03%	85,48%	84,65%

2. Plan d'action 2015

Libellé	Actions	Observations
Arrêté comptable	Production des états financiers périodique	Mettre en œuvre les dispositions de l'article 44 à compter de mars 2015
	Respecter la clôture comptable au 30 du mois	Recevoir tous les fichiers de prélèvements au plus tard le 30 du mois
	Suivi des ratios prudentiels	Mettre en œuvre les dispositions du plan d'affaire pour respecter tous les ratios.
Gestion commerciale	Fixer des objectifs à chaque gestionnaire sur la base d'un taux de croissance du chiffre d'affaire de 40%	Chaque gestionnaire sera jugée sur les points suivants :
		1- le taux d'adhésion
		2- le taux d'impayés
		3- Le taux d'accroissement du chiffre d'affaire fixé à 40% au moins.
SIG	Produire des relevés de compte aux adhérents	Mettre à jour le logiciel en prenant en compte tous les dysfonctionnements identifiés.
	Réunion de service	Tenir deux réunions de services au moins par mois
Gouvernance de MA2E	Audit interne	Organiser et suivre la mise en œuvre des recommandations des différents audits
	Développement	Mettre en place le service d'Audit interne
		Ouvrir une caisse pour les opérations de paiement et d'encaissement
	Audit externe	Mettre en place un système de carte magnétique
	Rapports d'activité des organes	Faire certifier les comptes par le commissaire aux comptes
	Réunion du CA et AG	Organiser au moins une réunion pour le CS et le Comité d'Ethique et de déontologie
Formation	Formation du personnel	Organiser des formations pour les agents (Gestionnaires et comptables)
	Formation du gérant	Participer à la formation BOULDER 2015
	Formation des membres des organes	Organiser des formations pour les élus
Gestion Administrative	Recrutement	Recruter un comptable et un assistant chargé des programmes de certification
	Installation d'une indemnité d'utilisation de véhicule personnel (Gestionnaires+ comptable + ADM)	avr-15
Qualité	Mise à jour de toutes les procédures en vigueur et rédaction de procédures inexistantes.	Validation fin mars 2015
	Mise en place d'un tableau de bord	Validation par CA fin mars 2015
	Définition d'indicateurs de performance	Validation par CA fin mars 2015
	Mise à jour des procédures de gestion des crédits et des épargnes	Validation par CA fin mars 2015
	Mise à jour des procédures comptables	Validation par CA fin mars 2015
Opération immobilière	Rechercher un nouveau partenaire	Validation fin mars 2015
Image de marque	Présentation officielle des nouveaux produits et célébration des meilleurs clients.	Validation fin mars 2015
	Mise en place de la boutique MA2E	Validation fin mars 2015
Missions	Tournée de sensibilisation et d'information	Validation fin mars 2015
	Visites à la clientèle par les gestionnaires	Validation fin mars 2015

Le programme de formation va s'articuler autour des thèmes suivants :

- La gouvernance des IMF s'adressera aux membres des organes (CA, CS, CC);
 - Le nouveau référentiel comptable (concernera le personnel) ;
 - Un séminaire de formation (personnel et élus) pour préparer la mise en œuvre des résolutions de l'étude en cours.
 - La participation du gérant au forum de BOULDER à Turin du 13 juillet 2015 ;
- Toutes ces formations intégreront les nouveaux membres qui ont été élus à la dernière AG.

3. Budget 2015

Commentaires :

- Sur la base des encours au 31 décembre 2014, le montant des intérêts attendus est de 260 millions. Le montant des intérêts mensuels se chiffre à environ 24 millions. Au total, on peut espérer des 'intérêts à percevoir de 288 millions, ce qui correspond à la prévision faite par le plan d'affaires pour la première année. Cette situation ne prend pas en compte les crédits qui seront faits sur l'année 2015 et dont les intérêts pourront être estimés à 50 millions. Nous avons retenu les 280 millions par prudence et nous tiendrons compte de l'évolution de la situation lors de l'actu en juin et en septembre.
- La masse salariale tient compte des nouvelles embauches prévues en 2015.
- Les intérêts débiteurs prennent en compte une prévision de 35 millions pour les intérêts sur les comptes d'épargne et les 5% d'intérêts payés aux FCP sur la base de la convention actuelle.

4. Le budget ne prend plus en compte les subventions qui sont remplacées par la refacturation aux sociétés.

Le budget qui découle du plan d'action se présente comme suit :

Postes	Budget 2014	ACTU Budget 2014	Montant Réalisé 2014	Budget 2015	Tx/Budget 2014	Tx/Actu budget 2014	Tx/ Réalisé 2014
60 Intérêt FCP + frais bancaire	61000000	129 000 000	127 022 030	136 700 000	208,23%	98,47%	105,97%
61 Achat fournitures + carburant	12600000	8 300 000	8 277 278	13 600 000	65,69%	99,73%	163,86%
62 Autres services extérieurs	82689000	64 984 115	61 164 428	99 363 115	73,97%	94,12%	152,90%
63 Impôts et taxes	500000	500 000	681 435	2 000 000	136,29%	136,29%	400,00%
64 Frais du personnel	82400000	97 705 760	88 001 826	108 857 245	106,80%	90,07%	111,41%
66 Amortissements et Provisions	18220755	30 966 380	39 035 059	33 444 088	214,23%	126,06%	108,00%
67 Autres charges exceptionnelles		318 444	535 235		#DIV/0!	168,08%	0,00%
T6 Total des charges	257409755	331 774 699	324 717 291	393 964 448	126,15%	97,87%	121,33%
701x Produits d'intérêts bancaires	62000000	50 000 000	47 848 956	3 000 000	77,18%	95,70%	6,27%
7021 Produits d'intérêts des prêts	158589405	150 000 000	154 338 611	280 000 000	97,32%	102,89%	181,42%
Refacturation aux sociétés	0	130 000 000	121 420 000	130 040 000	#DIV/0!	93,40%	107,10%
Réprise sur fonds de garantie	0	10 000 000	10 560 000	3 000 000		105,60%	28,41%
Cotisation et adhésions	0	0	569 000	600 000	0,00%	0,00%	0,00%
Pénalité pour anticipation	0	0	1 695 784	1 200 000	0,00%	0,00%	0,00%
Frais de dossier		0	16 116 162	28 000 000	0,00%	0,00%	0,00%
7029 Divers produits	1000000	20 000 000	2 293 414	2 000 000	229,34%	11,47%	87,21%
T70X Total des produits Exploit Financières	221589405	360 000 000	354 841 927	447 840 000	160,13%	98,57%	126,21%
SUBV 74 Subvention	100000000	0	0	0	0,00%	#DIV/0!	#DIV/0!
Quote part virée au résultat	10000000	10 000 000	9 633 500	10 000 000	96,34%	96,34%	103,80%
7118 Ventes de produits MA2E	0	0	0	6 000 000	0,00%	0,00%	0,00%
T 76 et 77 Reprises Prov	15020755	9 000 000	7 370 232	7 500 000	49,07%	81,89%	101,76%
Total des produits	346610160	379 000 000	371 845 659	471 340 000	107,28%	98,11%	126,76%
Résultat = Produits-Charges	89200405	47 225 301	47 128 368	77 375 552	52,83%	99,79%	164,18%

XII- CONCLUSION

Les activités de la Mutuelle ont connu un développement important en termes de crédits et d'épargnes avec la mise en œuvre du plan d'affaires depuis le 1er juillet 2014. Cela nécessite une préparation pour le passage à l'article 44 à compter de janvier 2016.

Concernant la gouvernance, l'Assemblée générale de 2014 a permis de renouveler tous les organes qui sont désormais structurés pour bien fonctionner. Par ailleurs, les conclusions des audits réalisés serviront à réaliser un plan d'action en vue de lever tous les dysfonctionnements dans le but de la recherche d'une certification SMART CAMPAIN et QUALITE. Les audits de certification sont prévus en fin d'année 2016.

Concernant le développement de l'institution, de nouvelles actions doivent être engagées :

- Mettre en place un nouveau dispositif pour assurer nos prestations avec pour objectif d'éviter les longues attentes et les longs déplacements à nos membres ;
- Améliorer le délai de traitement des épargnes.

Les solutions proposées sont :

- L'ouverture d'un guichet au siège de MA2E pour recevoir les dépôts et assurer les paiements en espèces à hauteur maximum de trois cents mille francs. Au-delà, les paiements se feront par chèque ;
- Ouvrir la possibilité de recevoir les virements de salaires pour le personnel des catégories EO/C M1 M2 avec la mise à disposition de carte bancaire pour leurs opérations.

Pour permettre la mobilisation de l'épargne et constituer des fonds propres solides, nous proposons une augmentation du capital en incitant les membres à investir dans l'institution avec la garantie de leur payer des dividendes à hauteur de 4%.

De même nous proposons l'entrée des sociétés (CIE, SODECI, CIPREL et SIVE) dans le capital, dans les mêmes conditions que les sociétés financières afin d'augmenter sensiblement les fonds propres. Cette proposition est une exigence du Commissaire aux Comptes qui estime que ces sociétés ne peuvent pas être représentées dans les organes sans avoir la qualité de membre.

Dans le cadre de notre démarche prospective, nous proposons la mise en œuvre effective de l'épargne logement pour permettre aux membres de pouvoir se préparer pour le projet immobilier en cours de négociation. Pour accompagner cette opération, MA2E devra trouver des ressources nouvelles pour les prêts aux membres qui en auraient besoin pour payer les apports.

Pour 2015, l'accent sera mis sur un objectif de 99% de taux d'adhésion, 85% de taux de membres actifs et un accroissement d'environ 40% du chiffre d'affaires avec un volume de crédit accordés de trois milliards. Un audit sera fait pour nous assurer du bon fonctionnement de notre logiciel.

Enfin les propositions suivantes doivent faire l'objet d'une décision de l'assemblée :

- La nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes et d'un suppléant ;
- La désignation d'un auditeur interne ;
- La révision des textes (statuts et règlement intérieur) ;
- L'entrée des sociétés financières dans le capital de MA2E ;
- L'entrée des sociétés CIE, SODECI, GS2E, CIPREL et SIVE dans le capital de MA2E ;
- La mise à jour des produits MA2E avec la création d'une épargne pour l'opération immobilière ;
- Le remplacement des membres des organes qui sont partis des sociétés ;
- La signature de nouvelles conventions entre MA2E et les FCP CIE et SODECI en remplacement de celles existant.

Tableau de l'évolution des actifs

Code Poste	ACTIF	BRUT	AMT/PROV	Déc 2014	Déc 2013
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	459 886 053	0	459 886 053	1 111 199 348
A10	Valeur en caisse	62 195	0	62 195	112 558
A12	Comptes ordinaires	459 823 858	0	459 823 858	25 291 868
A2H	Dépôts à terme constitués	0	0	0	1 078 847 084
A60	Créances rattachées	0	0	0	6 947 838
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	3 531 488 809	1 734 839	3 529 753 970	1 259 344 635
B2D	Crédit à court terme	70 907 281	0	70 907 281	143 069 956
B2N	Comptes ordinaires	0	0	0	0
B30	Crédit à moyen terme	1 235 414 666	0	1 235 414 666	1 113 447 313
B40	Crédit à long terme	2 221 606 832	0	2 221 606 832	0
B65	Créances rattachées	0	0	0	0
B70	Crédits en souffrance			0	2 827 366
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	3 041 984	1 216 793	1 825 191	2 472 425
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	518 046	518 046	0	0
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	331 339 961	0	331 339 961	207 643 968
C40	Débiteurs divers	253 773 310	0	253 773 310	186 398 186
C6G	Comptes de régularisation actif	77 566 651	0	77 566 651	21 245 782
D01	VALEURS IMMOBILISEES	106 524 252	43 135 612	63 388 640	60 779 477
D31	Incorporelles	22 862 000	18 565 112	4 296 888	8 319 275
D36	Corporelles	83 662 252	24 570 500	59 091 752	52 460 202
E90	TOTAL DE L'ACTIF	4 429 239 075	44 870 451	4 384 368 624	2 638 967 428

Observations :

- Les DAT à ECOBANK ont été cassés en août et en décembre 2014
- Le niveau des encours de crédit a atteint 3,531 milliards de francs, soit plus de trois fois celui de 2013.
- Le total bilan est passé à 4,384 milliards, soit le double de celui des années précédentes.

Tableau de l'évolution des comptes du passif

Code Poste	PASSIF	Montant brut	Amort/Prov	Montant 2014	Déc 2013
F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 951 927
F3F	Emprunt à terme	2 000 000 000		2 000 000 000	2 000 000 000
F60	Dettes rattachées	0		0	951 927
G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 415 480 080	0	1 415 480 080	366 861 839
G10	Comptes ordinaires créditeurs	64 771 501		64 771 501	771 939
G15	Dépôts à terme reçus	5 975 824		5 975 824	0
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	1 326 113 312		1 326 113 312	366 089 900
G90	Dettes rattachées	18 619 443		18 619 443	
H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	32 846 101	0	33 311 101	530 438
H10	Versements restant à effectuer	0		0	0
H40	Créditeurs divers	32 846 101		33 311 101	530 438
H6G	Compte de régularisation-passif			0	0
L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	936 042 443	0	935 577 443	270 623 224
L10	Subventions d'investissement	40 822 643		40 822 643	46 599 411
L21	Fond de garantie	21 222 320		21 222 320	0
L45	Fonds pour risques financiers généraux	0		0	0
L50	Primes liées au capital	0		0	0
L56	Réserve générale	24 614 957		24 614 957	20 766 952
L60	Parts sociales du personnel	31 265 000		30 800 000	28 420 000
	Part sociales SFSP CIE	450 000 000		450 000 000	0
	Parts sociales SFDSP SODECI	150 000 000		150 000 000	0
L70	Report à nouveau (+ou-)	170 988 856		170 988 856	143 332 762
L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	47 128 667		47 128 667	31 504 099
L90	TOTAL DU PASSIF	4 384 368 624	0	4 384 368 624	2 638 967 428

Observations :

- L'emprunt auprès des FCP est à son même niveau. Une nouvelle convention doit être rédigée dans l'optique d'augmenter le montant et de réduire le taux d'intérêt.
- L'encours d'épargnes a franchi la barre du milliard. Il représente plus de trois fois le niveau de 2013
- Le capital social est passé de 28 millions à 630 millions avec l'entrée dans le capital des sociétés financières, des FCP de CIE et de SODECI. Les conventions relatives à ces entrées sont en cours de rédaction par un cabinet extérieur et seront proposées à l'Assemblée générale pour validation.

N° compte	Poste	Intitulé	Libelle	Montant 2014	S/T par poste	S/T par poste
6017881	R2	Intérêts sur emprunts à terme auprès des partenaires/CIE	Charges d'intérêts	76 041 667		
6017882	R2	Intérêts sur emprunts à terme auprès des partenaires/SODECI	Charges d'intérêts	25 347 222		
Total intérêts sur comptes d'emprunt			Charges d'intérêts			101 388 889
60251	R3	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	Charges d'intérêts	372 438		
60253		Intérêts sur compte d'épargne	Charges d'intérêts	18 680 130		
60252	R3	Intérêts sur dépôts à terme reçus	Charges d'intérêts	5 815 310		
						24 867 878
601931	R2	Frais bancaire	Commissions	399 665		399 665
Total intérêts sur comptes des membres bénéficiaires ou clients					126 656 432	126 656 432
60380	R4	Charges sur opérations diverses	Charges sur opérations diverses	365 598	365 598	365 598
	R7	Moins value	Autres charges exp financière	0	0	0
6112			STOCK VENDUS	0	0	0
611621			Consommation eau			
61170	R8	Achats de fournitures de bureau	Achats et variation de stock	4 281 763		4 281 763
					4 281 763	
63110	S1B	Impôts et taxes versés à l'administration des impôts	Impot et Taxes	154 975		
63213		TAXE SUR SALAIRE		169 544		
63214	S1C	Taxe d'apprentissage	Impot et Taxes	73 223		
63215	S1C	Formation professionnelle continue	Impot et Taxes	223 693		
6329	S1C	Impôts et taxes divers	Impot et Taxes	60 000		
Total impôts et taxes			Impôts et taxes		681 435	681 435
62120	S2	Loyers	Services ext	14 544 000		
62131	S2	Location de matériel	Services ext	0		
62141	S2	Entretien et réparation immeubles	Services ext	1 220 000		
	S2	Entretien et réparation immeubles	Services ext			
	S2	Entretien et réparation immeubles	Services ext	666 228		
62142	S2	Entretien et réparation matériel et mobilier de bur	Services ext	66 080		
62144	S2	Entretien et réparation matériel de transport	Services ext	3 779 840		
61145			Services ext			
62146	S2	AUTRES MATERIELS	Services ext	400 000		
	S2	AUTRES MATERIELS	Services ext	421 260		
62148	S2	AUTRES ENTRETIEN	Services ext	85 000		
62151	S2	Assurances multirisques	Services ext	799 115		
62171	S2	Frais de formation du personnel	Services ext	549 324		
62162	S2	Documentation	Services ext			
6218		Divers	Services ext			
62173	S2	Frais de formation des élus	Services ext	0		
Total services extérieurs			Services extérieurs		22 530 847	22 530 847
62221	S3	Honoraires	Autres services ext	3 000 000		
				5 310 000		
				1 416 000		
62234	S3	Publications	Autres services ext	5 162 000		
62238		Autres charges de publicité et relations Publiques	Autres services ext	322 343		
62250	S3	Transports du personnel	Autres services ext	790 500		
62261	S3	Déplacement (voyage extérieur)	Autres services ext	288 300		
		Déplacement (voyage extérieur)				
62262	S3	Missions	Autres services ext	1 165 000		
62263	S3	Réceptions	Autres services ext	1 401 490		
61161	S3	Carburant et lubrifiants	Autres services ext	3 071 400		
62271	S3	Frais de téléphone	Autres services ext	1 354 039		
				1 720 617		
62281		Frais d'embauche	Autres services ext	0		
62289		Frais médicaux	Autres services ext	150 000		
			Autres services ext	1 200 000		
	S3		Autres services ext	2 408 392		
Total services extérieurs		S3	Autres services extérieurs		28 760 081	28 760 081
62332	S3	Transport	Charges diverses exploitation	745 000		
62337		FRAIS ASSAMBLEE GENERALE	Charges diverses exploitation	8 353 115		
62391	S4	DONS		140 000		
62392	S4	Autres Charges diverses d'exploitation	Charges diverses exploitation	570 900		
				1 500 000		
	S4			2 560 000		
Total charges diverses			Charges diverses exploitation		13 869 015	13 869 015
64110		Appointements, salaires et commission	Frais de personnel	53 324 646		
64121		Indemnités de logement	Frais de personnel	6 930 000		
64122	S0	Indemnités de représentation	Frais de personnel	1 800 000		
64128	S0	Autres Indemnités et avantages divers	Frais de personnel	16 553 837		
642	S0	Charges sociales diverses	Frais de personnel	5 680 343		
64300	S0	Rémunération des stagiaires	Frais de personnel	3 713 000		
Total charges de personnel		S0	Frais de personnel		88 001 826	88 001 826
66111	S0	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles d'exploitation	Dotat amort:Povis Imm	5 135 622		
66112		Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles d'exploitation	Dotat amort:Povis Imm	11 083 144		
662	T5	Dotations aux amortissements des charges à repartir	Dotat amort:Povis Imm	10 233 333		
Total Dotat aux amort/prov des biens		T5	Dotat amort:Povis Imm		26 452 099	26 452 099
66412	T5	Dotation aux prov sur créances en souffrance de 3 à 6 mois au plus	Dotat prov sur créance douteuses	1 908 568		
6642		Dotation aux prov sur créances en souffrance de 6 à 12 mois au plus	Dotat prov sur créance douteuses	0		
6643	T6	Dotation aux prov sur créances en souffrance de 12 à mois au plus		1 571 226		
6691	T6	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions		7 136 959		
6692		Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		1 966 207		
Total Dotat aux prov des créances douteuses			Dotat prov sur créance douteuses		12 582 960	12 582 960
6719	T8	Autres charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles	535 235	535 235	535 235
				324 717 291	324 717 291	324 717 291

Observations :

Malgré que les charges financières liées aux FCP soient restées en l'état (100 millions), le niveau global des charges de l'année 2014 a pu être contenu dans les prévisions actualisées à fin juin 2014.

	COMITE DE CREDIT 2014											DECAISS EPAGNE SIMPLE	DECAISSEMENT GLOBAL		
	CTES	DOSSIERS	PEE/CO	DOSSIERS	PEX/CE	EP SUR PEE	PRETS ACCORDES	TOTAL COMITE	FRAIS DOSSIER	FONDS GARANTIE	RACHAT	EP COMPL	DECAISSEMENT NET	MONTANT	MONTANT
JANVIER	4	100	74 177 000	23	12 015 000	27 592 000	86 192 000	113 784 000	0	0	0	0	113 784 000	29 916 000	143 700 000
FEVRIER	4	89	81 528 000	30	13 380 000	33 468 000	94 908 000	128 376 000	0	0	0	0	128 376 000	13 545 800	141 921 800
MARS	4	82	81 221 500	24	11 145 000	28 527 000	92 366 500	120 893 500	0	0	0	0	120 893 500	15 045 000	135 938 500
AVRIL	3	78	70 492 500	22	10 135 000	26 795 000	80 627 500	107 422 500	0	0	0	0	107 422 500	17 183 000	124 605 500
MAI	3	112	95 914 000	36	19 853 000	33 743 000	115 767 000	149 510 000	0	0	0	0	149 510 000	22 397 000	171 907 000
JUIN	3	66	51 460 000	21	10 350 000	16 630 000	61 810 000	78 440 000	0	0	0	0	78 440 000	22 785 000	101 225 000
JUILLET	3	220	754 320 000	9	4 750 000		759 070 000	759 070 000	3 789 350	7 568 300	46 181 006	61 975 250	639 556 094	18 588 400	658 144 494
AOUT	3	277	705 260 000	68	55 490 000		760 750 000	760 750 000	3 708 800	7 350 050	40 408 095	110 435 784	598 847 271	17 948 500	616 795 771
SEPTEMBRE	3	190	493 099 999	115	86 180 000		579 279 999	579 279 999	2 709 525	5 375 400	23 367 050	61 132 474	486 695 550	28 569 902	515 265 452
OCTOBRE	2	218	557 201 000	88	71 790 000		628 991 000	628 991 000	2 971 405	5 930 920	21 402 491	76 638 750	522 047 434	38 119 000	560 166 434
NOVEMBRE	1	90	219 021 000	42	31 105 000		250 126 000	250 126 000	1 170 605	2 319 735	8 055 327	22 931 209	215 649 124	23 058 500	238 707 624
DECEMBRE	1	138	308 595 000	43	31 855 000		340 450 000	340 450 000	1 637 350	3 245 225	13 284 193	34 773 000	287 510 232	50 359 700	337 869 932
TOTAUX 2014	34	1 660	3 492 289 999	521	358 048 000	166 755 000	3 850 337 999	4 017 092 999	15 987 035	31 789 630	152 698 162	367 886 467	3 448 731 705	297 515 802	3 746 247 507

Le Conseil d'administration



Kakou Dominique



Zadi Eugène



Kouassi Mathias



Kouadio Amani



Da Cruz Dominique



Ebah Basile



Sanogo Abdoulaye



N'drin Bonny Emma



Ehui E. Eugène



Sié Lambert



Odré Evariste Daniel



Kouadio Koffi N'da



Yao Bakari Kobena



Sem Kroa Sylvestre



Kouadio Yao Emmanuel



N'guessan Kouassi

Les Présidents des autres Organes



Akélé Mouchy Jocelyn
(Déontologie)



Soumahoro N. Hamed
(Surveillance)



Fofana Brihima
(Crédit)

La Gérance et le Personnel



Alexis Koffi Kaunan
Gérant



Amia C. Lisette-Flore
Responsable Administratif
et financier



Kadja Koutoua
Responsable Exploitation



Kouassi A. Elisabeth
Assistante administrative



Assi A. Anna Patricia
Gestionnaire de crédit



Ségui K. Pelagie Annick
Gestionnaire de crédit



Ouattara N'dri M. Marcelle
Gestionnaire de crédit



Akpoué Affouet Rosabelle
Gestionnaire de crédit



Niamien Koua Florent
Chauffeur Coursier



Elles nous font confiance



Siège social : Plateau, Immeuble Sidam,
18 BP 1210 Abidjan 18 - Tél. : 21 23 64 87
Fax : 21 23 64 90 - mutagents@cie.ci

Institution Mutualiste d'Épargne et de Crédit sans but lucratif
Régie par l'ordonnance N°2011-367 du 3 novembre 2011 portant réglementation
des systèmes financiers décentralisés - Agrément N°A-1.1.9/09-03.